L'élection présidentielle en France des origines à nos jours

1848 : un vaccin contre le suffrage universel

Élection au **suffrage universel direct masculin** d'un président élu pour quatre ans : inédit, à l'époque, pour l'un des plus grands pays d'Europe.

Contexte particulier : après la mise en place de la République, d'abord tenue par des républicains modérés et des socialistes, la gauche est progressivement mise à l'écart — répression des ouvriers lors des **journées de juin 1848**. Apparition des « *républicains du lendemain* » : des monarchistes qui se font, plus ou moins discrètement, passer pour des républicains — des conservateurs cherchant en réalité à reprendre le contrôle du régime.

Six grands candidats se présentent :

- **Changarnier** (0,06%) : légitimiste
- **Lamartine** (0,3%) : républicain indépendant
- **Raspail** (0,5%) : socialiste révolutionnaire
- **Ledru-Rollin** (5%) : démocrate-socialiste — petit noyau de gauche en France, mais résultat peu glorieux au regard d'un mouvement qui se pensait bien plus puissant
- **Cavaignac** (20%) : républicain modéré, général ayant réprimé les journées de juin. Candidat de la République, dont la répression ne joue paradoxalement pas contre lui — elle rassure au contraire les campagnes, en dissociant République et révolution/terreur, et en promettant un retour à l'ordre garant de sécurité
- **Louis-Napoléon Bonaparte** (75%) : bonapartiste, idéal des conservateurs (représentés par Adolphe Thiers, qui le juge un « crétin » facilement manipulable). Il séduit aussi les ouvriers déçus par la République, notamment via son ouvrage *L'extinction du paupérisme* — vision autoritaire du pouvoir doublée d'une fibre sociale susceptible de plaire à l'électorat de gauche. Il bénéficie enfin du souvenir, dans l'électorat rural, des grandes campagnes napoléoniennes et du prestige attaché au nom Bonaparte

75% de participation, 25% d'abstention. Jusqu'en 1851, Louis-Napoléon Bonaparte met en place un pouvoir de plus en plus personnel, jusqu'au **Second Empire**.

→ Les républicains français sortent de l'épisode « vaccinés » contre l'élection d'un président au suffrage universel, jugée trop dangereuse : un individu peut ainsi s'emparer du pouvoir et détruire la République de l'intérieur.

La IIIème République et le temps des "inaugurateurs de chrysanthèmes"

1870 : la naissance de la **IIIe République** s'accompagne de vifs débats sur la fonction présidentielle. Début 1871 : une majorité de monarchistes siège à la Chambre, chargée de

préparer un texte constitutionnel. Pourquoi une telle majorité ? Parce que les monarchistes étaient ceux qui se prononçaient pour la paix (les républicains voulaient poursuivre la guerre contre la Prusse) ; épuisés par le conflit, les Français ont voté pour eux.

Comment concevoir alors un régime capable de mettre tout le monde d'accord ? Solution : une république transitoire, mais devant plaire aux monarchistes. La fonction présidentielle séduit notamment les orléanistes, et le président reste au départ relativement puissant dans les **lois constitutionnelles de 1875** : il n'est pas responsable devant les assemblées (donc impossible à renverser directement) et peut dissoudre la Chambre des députés — il est donc loin d'être impuissant sur le papier.

Note : textes ≠ pratique. Lorsque le président cherche effectivement à dissoudre la Chambre, notamment en **1877** (**Mac Mahon**), les électeurs élisent une nouvelle Chambre et risquent de mettre le président lui-même en minorité — la pratique politique corrige donc rapidement la lettre du texte constitutionnel.

Le président de la République est par ailleurs élu par la Chambre des députés et le Sénat, réunis en **Assemblée nationale**.

1879 : démission de Mac Mahon → place plus modeste des présidents, désormais choisis par l'Assemblée nationale de façon à représenter le moins de danger possible pour la République. Choix de **Jules Grévy**, qui ne cherche pas à imposer un pouvoir personnel. Systématisation d'un réflexe institutionnel : quand les élus ont le choix entre un candidat encombrant et une personnalité plus effacée, ils choisissent la seconde option (cf. le télescopage entre Jules Ferry et Georges Clemenceau, dont on préfère finalement écarter la candidature au profit de **Paul Deschanel**, qui sera remplacé au bout de six mois pour raisons de santé).

→ Les assemblées se montrent structurellement réticentes à installer une personnalité puissante à la présidence. Cela ne va pas sans crise : deux présidents démissionnent, trop enserrés par la Chambre — **Jean Casimir-Perier** (1894-95) et **Alexandre Millerand** (1920-24).

Les présidents demeurent néanmoins des personnalités influentes, avec une mission de représentation diplomatique et politique. Symbolique forte des deux assassinats présidentiels de la période : **Sadi Carnot** et **Paul Doumer**. Les élections présidentielles restent aussi le théâtre de jeux d'influence : cf. Renaud Meltz sur les manœuvres de Pierre Laval dans sa biographie, ou encore le courant qui a tenté de faire élire **Pétain** en 1939.

Tout au long de la IIIe République (crise boulangiste notamment), des débats agitent la volonté d'un exécutif plus fort — projet comparable à celui de De Gaulle, ou apparenté au fascisme ? L'ambiguïté demeure, sans jamais aller jusqu'au coup d'État (problème français propre à l'armée et à la police, qui ne suivent pas ce genre d'entreprise). L'épisode Pétain de 1940 relève d'un « *coup de force légal* » : ce sont les chambres elles-mêmes qui lui accordent les pleins pouvoirs = renforcement final et paradoxal de l'exécutif, par la voie parlementaire.

Après quatre années de régime de Vichy, les Français se retrouvent à nouveau « vaccinés », cette fois contre le renforcement de l'exécutif. En 1944-45-46, refus français d'un retour pur et

simple à la IIIe République → régime tourné vers le législatif, avec un président encore moins puissant qu'auparavant.

La **IVe République** connaît deux présidents :

- **Vincent Auriol** (1947-54) : seul président socialiste jamais élu à plus de 50% des voix
- contexte très instable pour l'élection suivante : instabilité ministérielle, problèmes liés à la guerre d'Indochine et au projet de **CED** (Communauté européenne de défense), qui polarise énormément les débats — se prononcer dessus revient à se faire des ennemis, d'où une véritable impasse électorale. En décembre 1953, élection à rallonge, une dizaine de tours sans dégager de favori net (Joseph Laniel un temps pressenti, mais trop épineux du fait de ses positions sur la CED). Au 11e tour, on propose **René Coty**, qui se garde de prendre position sur les sujets qui fâchent → il rassemble une majorité suffisante au 13e tour et est élu

Le Sénat est alors remplacé par le **Conseil de la République**.
Fait notable : le président du Conseil de la République, **Gaston Monnerville**, était noir.

De 1958 à 1969 : la construction d'une nouvelle habitude

En 1958, de Gaulle n'est pas élu au suffrage universel, conscient que les circonstances sont troubles (risque de coup d'État militaire, guerre d'Algérie, peur de la dictature, paysage politique français très divisé) : il est élu par un **collège de grands électeurs** (assemblées, maires, conseillers départementaux) — élection pensée pour lui donner une forte légitimité, sans qu'on puisse pour autant crier au retour du **césarisme**.

Contexte de 1962 : la question de la guerre d'Algérie est tranchée, de Gaulle se fait de nombreux ennemis à droite et parmi les pieds-noirs/partisans de l'Algérie française, échappe à plusieurs tentatives d'assassinat (l'attentat du Petit-Clamart), tout en restant conscient de son aura issue de la Résistance — et de sa vieillesse.

→ Le **suffrage universel** s'impose alors pour l'élection présidentielle, validé par référendum, en mettant dans la balance sa propre démission possible = pratique du « **soit moi, soit le chaos** » : on part du principe que sa démission signifierait un retour aux troubles de la IVe République, ce qui justifie de soutenir ses initiatives.

1962 : approbation des Français → élection présidentielle de 1965. De Gaulle la conçoit comme un nouveau **plébiscite** et se prépare à obtenir la majorité dès le premier tour. Mais l'opposition trouve de la place pour s'exprimer pendant la campagne :

- **Jean-Louis Tixier-Vignancour** (5%) : extrême droite, qui rassemble les petites merdes réactionnaires nostalgiques de l'Algérie française et de la collaboration = campagne anti-de Gaulle par la droite
- à gauche, le **Parti communiste** ne peut rien faire seul, une large partie de l'opinion redoutant le PCF → quelle alliance possible ? Terrain neutre trouvé avec **François Mitterrand** (qui a occupé des fonctions ministérielles sous la IVe République), qui réalise 31% = union de la gauche

- deux outsiders : **Marcel Barbu** (« *candidat des chiens écrasés* », 1%) et **Marcilhacy** (1%)
- centre droit : **Jean Lecanuet** (15%), nouveau venu qui tente une campagne dynamique et moderne

→ Les nouvelles alternatives incarnées par Mitterrand et Lecanuet affaiblissent De Gaulle, qui ne réalise que 44% au premier tour. Second tour : 84% de participation/15% d'abstention → 55% pour de Gaulle, 45% pour Mitterrand = l'élection présidentielle permet ainsi aux Français d'exprimer une véritable défiance envers de Gaulle, chose inédite.

Mai 68 : de Gaulle part en Allemagne, Pompidou gère la crise, grandes manifestations de soutien au gouvernement, législatives et vague gaulliste consécutives — les suffrages semblent alors renforcer le pouvoir en place.

De Gaulle souhaite ensuite assurer par le suffrage universel sa position, et se présente en avril 1969 devant un nouveau référendum ; toute la gauche, et une partie de la droite (**Alain Poher**), en profitent pour exprimer leur désaccord. Coup dans le dos porté par **Pompidou** (son ancien Premier ministre, à la plus grande longévité de la Ve République à ce poste, assez apprécié, alors remplacé par **Maurice Couve de Murville**), qui laisse subtilement entendre qu'il pourrait se présenter = séduit les électeurs gaullistes déçus. La stratégie du « le chaos ou moi » ne fonctionne plus → perte du référendum → communiqué annonçant la **démission de De Gaulle**.

Alain Poher, président du Sénat, assure l'intérim à l'Élysée et prépare dans l'urgence de nouvelles élections en 1969 :

- **Pompidou** (44%) : incarne la succession pour la droite gaulliste, sans majorité absolue
- la **SFIO** choisit comme candidat le maire de Marseille **Gaston Defferre**, qui ne réalise que 5% (aucune alliance possible pour les communistes) — campagne jugée assez faible
- les communistes du **PCF**, derrière **Jacques Duclos**, avec 21% et une assise solide, mais peinent à trouver des alliances
- candidats plus anecdotiques à gauche : le **PSU** de Michel Rocard (3%), **Alain Krivine** pour les trotskistes (1%)
- **Alain Poher**, centre démocrate (23%), nouveau favori de l'élection

Premier tour : 77% de participation/22% d'abstention.
Second tour : affrontement de deux droites, Duclos appelle à l'abstention (« *bonnet blanc, blanc bonnet* ») → **forte abstention** (30%)

Pompidou l'emporte avec 58% des suffrages exprimés — mais rapporté au nombre d'inscrits, seul un tiers (38%) a effectivement voté pour lui : l'un des présidents les moins bien élus de la Ve République, d'où son surnom, donné par Duclos, de « ***Monsieur Thiers*** ».

Malgré cela, la Ve République résiste bien : le mandat de Pompidou n'est pas remis en cause par cette légitimité fragile, en dépit des troubles de la période — le régime a une bonne assise institutionnelle et les Français restent globalement **légalistes**, respectant le président élu malgré le caractère serré du scrutin (absence de majorité claire dans le corps électoral).

Pompidou se sait cependant malade : dès 1972 on le voit affaibli, il commence à faire des malaises en 1974, fragilisé par ses traitements. Se pose alors la question de la transparence vis-à-vis des Français, et celle d'une démission pour raison de santé — mais le 2 avril 1974, il meurt en exercice.

1974 : Giscard et Mitterrand : l'arrivée des duels

Sortie de scène prématurée du président → élection organisée dès le mois suivant. **Alain Poher**, indéboulonnable, assure de nouveau l'intérim mais ne tente pas l'aventure présidentielle lui-même.

Candidats de 1974 :

- **Jacques Chaban-Delmas** (ancien Premier ministre de Pompidou), gaulliste, ne réalise que 15%, jugé pas assez à droite, et pénalisé par une erreur stratégique — l'annonce de sa candidature dès le 4 avril, jour de l'hommage à Pompidou, ce qui choque compte tenu du contexte. Homme politique influent (maire de Bordeaux de 1947 à 1995), bien placé dans les sondages au départ, sa candidature s'effondre rapidement
- à gauche, une nouvelle union se construit : Mitterrand a créé le **Parti socialiste**, derrière lequel se rangent les communistes. Il réalise 43%
- autres gauches : **Émile Muller** (0,7%), **Arlette Laguiller** (première femme candidate à une présidentielle, 2,3%), le trotskiste **Alain Krivine** (0,3%), et apparition du courant écologiste avec **René Dumont**, qui dépasse légèrement 1% (début de prise de conscience écologique dans l'opinion)
- autres droites : le ministre des Transports **Jean Royer**, pour la droite très conservatrice, réalise 3% (campagne contre la pornographie et pour la défense de l'ordre moral), pris pour cible par la jeunesse ; le nouveau venu d'extrême droite **Jean-Marie Le Pen** ne recueille que 0,7%, et **Bertrand Renouvin** 0,3% = l'extrême droite est, à ce stade, très en retrait
- les fédéralistes européens **Guy Héraud** et **Jean-Claude Sebag** ne font qu'à peine 0,2%
- à droite, **Valéry Giscard d'Estaing** (32%) attend que le deuil des Français s'apaise pour faire campagne. Il reçoit des soutiens improbables : celui de l'extrême droite militante, qui assure l'ordre dans ses meetings, et celui de Jacques Chirac (ministre, théoriquement gaulliste, mais qui manœuvre pour faire tomber Chaban, alors en baisse dans les sondages) — un manifeste appelle même à une candidature unique de la droite, pour laquelle on envisageait plutôt Pierre Messmer

Premier tour : 15% d'abstention. Beaucoup de candidats à l'époque : le seuil, alors fixé à seulement **100 signatures d'élus**, permet ce nombre inédit de candidatures — problème auquel on remédiera plus tard avec la loi instaurant les **500 parrainages**.

Premier débat télévisé d'entre-deux-tours : Mitterrand professoral face aux fulgurances de Giscard (*« vous n'avez pas le monopole du cœur »*) → seules 400 000 voix séparent finalement les deux candidats, en faveur de Giscard. L'abstention du second tour n'a presque jamais été aussi basse (12%) : **on passe du record d'abstention de 1969 à un quasi-record de**

participation en 1974 — signe que les Français restent, malgré tout, très attachés à l'élection présidentielle.

Giscard cultive une image jeune et qualifie Mitterrand d'« *homme du passé* ». Il nomme Chirac Premier ministre (1974-76, pour le remercier d'avoir contribué à la chute de Chaban) — Chirac finira par partir mener sa propre barque, en fondant le **RPR**. Il est remplacé par **Raymond Barre**, économiste chargé de faire accepter aux Français une politique d'austérité post-crise pétrolière.

Contexte de l'élection suivante (1981) : la gauche est tendue, l'union entre communistes et socialistes ne tient plus vraiment, le chômage explose durant le septennat (crise pétrolière), affaires troubles autour de ministres morts (**Robert Boulin**) ou des diamants offerts par Bokassa. Résultats :

- **Mitterrand** et les socialistes réalisent 25%
- **Georges Marchais** et le PCF font 15% — le PCF dégringole, se rallie à Mitterrand au second tour (bien qu'il ait, semble-t-il, un temps envisagé de se rapprocher de Chirac pour devenir un parti d'opposition)
- **Giscard**, usé par l'exercice du pouvoir, réalise 28% = handicap sérieux dans sa course à la réélection
- **Chirac** (18%) tente d'imposer une nouvelle droite gaulliste, peine à s'imposer, mais fragilise durablement Giscard
- écologistes : **Brice Lalonde** (4%), sur une ligne d'écologie apolitique
- divers gauche : Arlette Laguiller (3%), Michel Crépeau (2%), Huguette Bouchardeau (2%)
- **Jean-Marie Le Pen** n'obtient pas ses 500 parrainages et n'est pas représenté à l'élection !

→ Un double duel se dessine : Giscard/Chirac à droite, Mitterrand/Marchais à gauche.

Giscard l'emporte au premier tour, mais Chirac (accompagné de Michel Debré et Marie-France Garaud, qui font chacun 0,5%) va tout faire pour le rendre impopulaire : il annonce qu'il votera Giscard, mais que chaque Français doit voter « selon sa conscience » = soutien du bout des lèvres, perçu par beaucoup d'électeurs comme une invitation subtile à voter Mitterrand — campagne ambiguë. Débat d'entre-deux-tours favorable à Mitterrand, qui attaque Giscard sur son ton professoral et le qualifie d'« *homme du passif* ». Giscard, par ailleurs, cultive une **image aristocratique** un peu artificielle (repas avec le peuple, réception des éboueurs à l'Élysée…) — combinée à la « trahison » de Chirac, la situation lui devient défavorable.

1981 : Mitterrand remporte le duel, élu avec 51% des voix (15% d'abstention). Grande vague d'espoir à gauche : arrivée du PS au pouvoir, avec le soutien des communistes, qui accompagnent le gouvernement un temps (ce qui leur coûtera d'ailleurs une partie de leur électorat) — **droitisation progressive du PS** au fil du septennat.

1988 et 1995 : Chirac, de défaite en victoire

Élection de 1988 : contexte inédit. Depuis les législatives de 1986, Chirac est Premier ministre de droite tandis que Mitterrand reste président théoriquement de gauche = situation contraire aux principes fondateurs de la Ve République, où un président sans majorité était censé se démettre

(tradition héritée de De Gaulle) — la **cohabitation** est en ce sens une forme d'hérésie institutionnelle. Mais la pratique est finalement acceptée, ce qui joue en faveur de Mitterrand, Chirac encaissant l'essentiel des critiques liées à l'exercice du pouvoir.

La droitisation économique du PS oblige en retour Chirac à se droitiser lui-même. Évolution du paysage politique : le **FN** progresse dans les années 1980, gagnant des mairies et des sièges de députés ; Le Pen se fait connaître pour ses déclarations sur la Shoah ou le SIDA = à la fois excessivement détesté et très apprécié pour ses prises de position tranchées. Résultats :

- **Mitterrand** (34%) : candidat naturel, président socialiste sortant
- les communistes sont dans une situation compliquée, ayant trop longtemps soutenu le PS et y ayant laissé des plumes électorales : **André Lajoinie** ne fait qu'à peine 7%
- dissidents de gauche : **Pierre Juquin** (2%), Arlette Laguiller (2%), **Pierre Boussel** pour le Parti des travailleurs (0,4%)
- écologistes apolitiques avec **Antoine Waechter** (7%)
- à droite : Le Pen et le FN progressent à 14% = soutien croissant ; **Chirac** réalise 18%, mais doit affronter **Raymond Barre** (UDF, centre droit), qui mène une campagne fructueuse à 16% (ce qui oblige Chirac à des manœuvres pour se maintenir au second tour)

Premier tour : 18% d'abstention. Second tour : débat resté célèbre entre Chirac et Mitterrand, avec la fameuse tirade introductive de Chirac (« *vous n'êtes pas le président, et je ne suis pas le Premier ministre…* ») et la réponse cinglante de Mitterrand — Chirac en sort humilié. Mitterrand profite en outre du statut même de Chirac, Premier ministre, pour lui renvoyer la responsabilité de nombreuses affaires en cours = second tour tendu.

Mitterrand apparaît alors comme la « gauche molle », quasi centriste = rassure une partie de la droite, qui reporte ses voix sur lui (électorat de Barre en partie, et même de Le Pen) → Mitterrand l'emporte avec 54% des voix. Montée de l'abstention (16%).

Nouveau septennat qui ne se dissimule plus derrière les apparences du socialisme : libéralisme économique assumé, grèves cassées, etc.

1993 : élections législatives humiliantes pour les socialistes, majorité de la droite, gouvernement **Édouard Balladur**.

1995 : élection particulière, marquée par une atmosphère de fin de règne. Mitterrand est impopulaire, vieux et malade, empêtré dans de nombreuses affaires (passé vichyste, amitiés avec René Bousquet, dossier du Rwanda) = le PS est très impopulaire. Qui pour succéder au vieux président ? Plusieurs « présidentiables » envisagés :

- **Michel Rocard** s'y voit bien, ancien premier secrétaire du PS, mais il se fait sévèrement battre aux élections européennes de 1994
- même sort pour **Bernard Tapie**, coqueluche d'une partie de la gauche, mais rattrapé par l'affaire du match truqué
- on mise alors sur **Jacques Delors**, ancien ministre de l'Économie de Mitterrand, plutôt situé à l'aile droite libérale du PS, mais jouissant d'une forte légitimité internationale (ex-président

de la Commission européenne) — il finit par déclarer qu'il ne sera pas candidat
- se profile alors **Lionel Jospin**

Résultats :

- le PS, avec **Lionel Jospin**, réalise 23% — un véritable séisme, inattendu
- Le Pen gagne du terrain au FN, avec 15%
- ...secondé par **Philippe de Villiers**, qui fait 5%
- duel des droites entre **Chirac** (20%) et **Balladur** (19%) — séquence restée historique
- retour du PCF avec **Robert Hue**, qui fait 8%, tandis que le parti se revendique de moins en moins du communisme, et encore moins de l'URSS
- les Verts se positionnent à gauche avec **Dominique Voynet** (3%)
- Arlette Laguiller fait 5%
- pour la première fois, un candidat atypique, **Jacques Cheminade** (0,3%), dont la présence surprend

Premier tour : 21% d'abstention.
Second tour : 20% d'abstention. L'électorat d'extrême droite soutient relativement Chirac. Victoire de **Chirac** à 52%. **Alain Juppé** devient Premier ministre, virage sévère à droite → dissolution de 1997, nouvelle cohabitation.

Le choc 2002

Contexte de la cohabitation compliquée des cinq années précédentes : gouvernement **Jospin** (1997-2002), « gauche plurielle » (Jean-Pierre Chevènement, communistes), réformes de gauche (35 heures) sans pour autant relever d'un socialisme assumé — Jospin affirme lui-même, en 2002, que son projet « n'est pas socialiste ». Montée d'une **actualité « faits-diversifiée »** (affaire Paul Voise) qui renforce la droite, mise sur la sécurité (Jospin lui-même se montre maladroit sur ce terrain, ce qui met une partie de la gauche mal à l'aise).

Note : 12 candidats à l'élection de 1974, contre 16 en 2002 = phénomène qui favorise aussi la polarisation du scrutin.

Résultats du « beau bazar » de 2002 :

- **Le Pen** réalise 16% = ce n'est *pas* une montée en puissance du FN à proprement parler par rapport à l'élection précédente : il est faux de parler d'un « boom » de l'extrême droite en 2002 — sa qualification pour le second tour résulte avant tout de l'effondrement des autres forces politiques
- à l'extrême droite se trouve aussi **Bruno Mégret**, qui se veut moins provocateur que Le Pen, à 2%
- **Chirac**, président sortant, ne fait que 20% — il patine
- **Jospin** (PS) s'effondre à 16%, n'ayant pas su soigner ses alliances (traditionnellement soutenu par les radicaux de gauche)
- **Christiane Taubira**, centre gauche, siphonne des voix à Jospin avec 2%

- **Chevènement**, gauche « souverainiste » et sécuritaire, fait 5% (soutenu à l'époque par toute une nébuleuse comptant, entre autres, Natacha Polony, Florian Philippot, de futurs cadres de Debout la France, et même Emmanuel Macron) — prive le PS d'un vivier de voix appréciable
- gauche radicale très éclatée : le PCF de **Robert Hue** (3%) s'effondre, **Noël Mamère** pour les écologistes (5%), Arlette Laguiller réalise son meilleur score (5%), **Olivier Besancenot** (LCR, 4%) bénéficie d'une forte médiatisation, **Daniel Gluckstein** (Parti des travailleurs, 0,5%) — en cumulant ces forces, l'extrême gauche et la gauche radicale dépassent en théorie les 20%, soit davantage que la droite = problème structurel de désunion, paysage politique complètement éclaté
- divers droite : **Alain Madelin**, ultralibéral (4%), **Corinne Lepage**, écologie de centre (2%), **Christine Boutin** (1%), le parti conservateur de droite (4%), et **François Bayrou** qui approche les 7% et arrive donc 4e !

Premier tour : 28% d'abstention.
Second tour : 20% d'abstention — baisse notable, le geste d'aller voter contre Le Pen devenant central (quitte à glisser un bulletin blanc dans l'urne) → grandes manifestations contre Le Pen entre les deux tours. **Chirac** est élu avec plus de 82% des voix.

Suivent plusieurs années de mouvements sociaux, mais sans réelle contestation de la légitimité de Chirac = solidité institutionnelle de la Ve République confirmée.

2002 reste, pour la gauche, un traumatisme durable : personne ne s'attendait à voir Jospin absent du second tour → naissance du réflexe du « vote utile ».

2007 : Sarkozy, entrée et sortie : le triomphe du "vote utile" ?

2007 : qui va se présenter ? Quels dangers si le FN parvient de nouveau au second tour ? Qu'en est-il de Chirac — se retire-t-il, et si oui, au profit de qui ? Lutte de pouvoir intense à droite entre plusieurs prétendants : **Nicolas Sarkozy** (ministre de l'Intérieur puis de l'Économie), **Dominique de Villepin** (fragilisé par l'affaire Clearstream), **Nicolas Dupont-Aignan** (devenu eurosceptique, mais peine à percer) = droite assez fracturée.

Résultats :

- **Sarkozy** (31%) joue une ligne de droite dure, brise le tabou de la « droite décomplexée » (depuis Chirac, la droite peinait à s'assumer comme telle) et se revendique de droite avec fierté — il « drague » l'électorat d'extrême droite (proposition d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale) = choque une partie de la droite comme de la gauche, marque une rupture avec l'héritage chiraquien
- à l'extrême droite : retour de **Le Pen**, en baisse à 10% (Sarkozy ayant capté une partie de son électorat), et de Philippe de Villiers (2%), auxquels s'ajoute **Frédéric Nihous** (Chasse, pêche, nature et traditions), 1%
- à gauche : **Ségolène Royal** sort du lot avec 25% — première femme réellement « présidentiable », ce qui séduit une partie de l'électorat de gauche — face à des figures plus installées comme Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn (le « vieux monde »), elle

apparaît comme progressiste et l'emporte pour représenter le PS. Sa campagne se droitise cependant sensiblement (leçon tirée de 2002 : nécessité de parler sécurité, souvenir des émeutes de 2005 — elle évoque même l'envoi de l'armée dans les banlieues), mais elle souffre d'une image de « bobo socialiste » auprès de la droite — sans compter le fait, non négligeable à l'époque, d'être une femme

- gauche radicale : tentative maladroite d'union pour ne pas répéter l'erreur de 2002 — erreur qui se répète malgré tout. Le PCF fait cavalier seul derrière **Marie-George Buffet** (1%, pire score de son histoire), **José Bové** (1%), Arlette Laguiller (1%), **Gérard Schivardi** (0,3%), les écologistes avec Dominique Voynet (1%), et **Olivier Besancenot**, qui s'en sort le mieux avec 4% — nébuleuse dispersée
- l'outsider **François Bayrou** (centre droit/droite, mais se présentant comme « ni de droite ni de gauche ») fait 18% = véritable boulevard, alternative crédible au centre et surtout alternative à un Sarkozy qui fait figure de repoussoir. Très populaire dans les sondages, il se distingue par quelques coups d'éclat médiatiques (algarade avec Claire Chazal sur la médiatisation excessive de Royal et Sarkozy) = surprise de la campagne, il joue un rôle d'arbitre

Premier tour : 16% d'abstention (peur d'un nouveau « 2002 »).
Second tour : 16% d'abstention, victoire de **Sarkozy** avec 53% des voix.

Entre les deux tours : jeu de récupération des voix centristes (débat Bayrou/Royal, pendant que Sarkozy s'agace de la manœuvre), Bayrou invite à ne pas voter Sarkozy, mais les cadres de l'UDF votent finalement pour lui. Débat d'entre-deux-tours plutôt à sens unique : faiblesse relative de Royal face à la tempérance affichée de Sarkozy (qui lui lance, non sans ironie compte tenu de son propre tempérament, qu'« *il va falloir savoir vous contrôler si vous voulez devenir présidente* »).

Cinq années marquées par de forts mouvements sociaux (notamment 2010, réforme des retraites).

Le paysage politique évolue. Réflexe dominant à gauche en 2012 : « dégager Sarkozy ». Nouveauté à droite extrême : le FN change de trajectoire, **Jean-Marie Le Pen** est remplacé à la tête du parti par sa fille **Marine** = stratégie de **dédiabolisation**.

Suffrages de 2012 :

- 17% pour le FN, porté par une Marine Le Pen jugée moins clivante que son père
- **Dominique Strauss-Kahn** devient impopulaire à la suite de son affaire judiciaire (viol) en 2011, malgré un traitement médiatique jugé à l'époque complaisant → remplacé par **François Hollande**, qui se présente comme « *l'ennemi de la finance* » ; le PS réalise ainsi 28%
- **Sarkozy**, président sortant, fait 27%
- retour de **Bayrou**, centre/centre droit, avec 9%
- **Dupont-Aignan**, droite/extrême droite, avec 1%
- divers gauche : les écologistes se rallient à gauche derrière **Eva Joly** (2%) ; côté trotskiste, entrée en scène de **Philippe Poutou** pour le NPA (1%) et **Nathalie Arthaud** pour Lutte

ouvrière (0,5%)
- Jacques Cheminade, l'habituel candidat atypique, fait 0,2%
- **Jean-Luc Mélenchon** récupère l'électorat communiste avec 11%, mène de bons meetings et une popularité telle qu'on le croit un temps capable de finir troisième

Premier tour : 20% d'abstention.
Second tour : 19% d'abstention, victoire d'**Hollande** avec 51% des voix. Fort vote des jeunes des quartiers populaires, mobilisés après avoir particulièrement souffert sous le quinquennat Sarkozy — ils « hériteront » en retour de **Manuel Valls** au ministère de l'Intérieur, en guise de remerciement…

Cette élection reste, à ce jour, la **dernière grande élection bipartisane** de la Ve République.

2017 : une nouvelle donne ?

Élection particulière à plus d'un titre : pour la première fois, un président sortant ne se représente pas = preuve, entre autres, que le passage au **quinquennat** change quelque chose en fermant durablement la porte à toute cohabitation, ce qui fait que le président encaisse désormais lui-même tous les coups (Sarkozy avait ainsi mené une « *hyperprésidence* », faute de Premier ministre susceptible de prendre les critiques à sa place, François Fillon restant discret). Hollande, ici, a encaissé l'essentiel de l'impopularité du quinquennat et ne peut décemment se représenter.

Candidats :

- entrée en scène d'**Emmanuel Macron** (24%), qui se présente comme « ni de droite, ni de gauche », après être passé par le gouvernement socialiste. Il tient à chacun le discours qu'il souhaite entendre (jusqu'à des déclarations remarquées sur le fait que « *ce qui manque à la France, c'est un roi* », ou que « *la colonisation est un crime* »)
- le FN, de plus en plus considéré comme une force politique installée : Marine Le Pen, ayant achevé sa dédiabolisation, réalise 21% (Valls et Sarkozy ayant, chacun à leur manière, contribué à banaliser certains de ses thèmes en s'assumant plus fermement de droite)
- l'autre droite investit le terrain sociétal (Manif pour tous, défense du modèle familial traditionnel) pour se différencier à la fois de Macron et du PS : figure de **François Fillon**, qui réalise 20%, s'appuyant sur des groupuscules conservateurs (Sens commun) tout en restant modéré sur d'autres plans — il profite aussi de la prudence du FN sur ces sujets sociétaux (Philippot appelant alors à la modération). Mais le scandale des emplois fictifs fait fuir une partie de son électorat
- extrême droite : **Dupont-Aignan** (4%), ligne souverainiste (nationaliste sans se revendiquer comme tel), à la tête de Debout la France (ex-Debout la République), qui rassemble des conservateurs refusant de voter Le Pen — il annoncera cependant son soutien à Le Pen entre les deux tours, provoquant le départ de plusieurs de ses cadres
- **François Asselineau** (extrême droite souverainiste) : à peine 1%
- **Jean Lassalle** (centre droit) : 1%, en misant sur un ancrage très local
- divers gauche : les écologistes se dispersent, mais se rangent finalement derrière la candidature socialiste de **Benoît Hamon** (6%), pénalisé par son étiquette PS et critiqué pour

ne pas s'être allié à Mélenchon — sa campagne est l'une des plus coûteuses de l'élection ; puis Poutou (1%) et Arthaud (0,6%)
- **Jean-Luc Mélenchon** (LFI) frôle les 19%, en jouant sur une fibre nationaliste destinée à récupérer l'électorat souverainiste (Marseillaise et drapeaux français visibles dans ses meetings), au point de courtiser des figures comme Djordje Kuzmanovic = mélange des genres assumé, élargissement de sa base

Les résultats dessinent un paysage politique éclaté en quatre pôles principaux :

- la droite très libérale de Macron, qui a récupéré une partie de la gauche et de la droite économique
- la droite conservatrice de Fillon
- l'extrême droite de Le Pen, attendue au second tour
- la gauche radicale de Mélenchon, qui talonne les autres et rate le second tour de seulement 600 000 voix
  = quatre grandes forces, auxquelles s'ajoute une cinquième, l'**abstention**, souvent qualifiée à ce moment de « *premier parti de France* ».

Premier tour : 22% d'abstention (chiffre souvent souligné à tort comme alarmant, alors qu'on reste loin des pics de 2002 et surtout de 1969).
Second tour : victoire large de **Macron**, avec 66% des voix (25% d'abstention) — pas de retour aux scores plébiscitaires de 2002, la défiance envers Macron restant réelle, même si Marine Le Pen fait sensiblement moins peur que son père en son temps.

Au lendemain de l'élection d'Emmanuel Macron, il a pu paraître, à nombre de déçus du scrutin, que le pays se trouvait dans une situation assez inédite et proprement *ingouvernable* : son président était élu sans même disposer d'une majorité des votants, face pourtant à une candidate largement honnie. En tirerait-il une légitimité suffisante pour aller au bout de son mandat ? Le précédent Pompidou montre pourtant que, **même mal élu, un président de la République demeure président, et reconnu comme tel** — y compris un an après un mouvement de masse ayant fortement ébranlé le pouvoir. Une différence subsistait néanmoins : Pompidou disposait d'un parti, d'une majorité constituée. Macron, lui, n'avait que son nom : que donneraient alors les législatives ? Elles ont montré qu'il était possible de créer une majorité de toutes pièces, à partir de ralliés de la dernière heure et de personnalités nouvelles. Macron obtient une **large majorité**. À l'approche de 2022, force est de reconnaître que, n'en déplaise au mouvement des Gilets jaunes, le président ne fut jamais réellement en difficulté : les institutions, invariablement, lui permirent de gouverner.

Leçon de 2017 : contestée, critiquée, boudée, la Ve République résiste malgré tout — et résiste *bien*.

La fin d'une époque ?

Au terme de cette généalogie de l'élection présidentielle, un constat frappe : on y parle finalement assez peu de politique au sens programmatique. Chirac contre Balladur, Chaban contre Giscard, les « comptes d'apothicaire » de 2002… L'élection présidentielle reste avant tout

celle d'un *individu*, et les programmes comptent en définitive assez peu : l'électeur lucide sait que les promesses électorales n'engagent, comme on dit, que ceux qui y croient — et aujourd'hui, beaucoup n'y croient plus. Ce qui n'empêche pourtant pas de voter : **l'élection présidentielle demeure populaire**, et l'abstention de 2017, replacée dans son contexte historique, n'est somme toute pas si spectaculaire.

Note : une élection peut toujours être imprévisible : le nier reviendrait à oublier que les élections de 1969 et de 1974 se sont jouées en un mois à peine ; que le coup de tonnerre du retrait de Jacques Delors est survenu quelques mois seulement avant l'élection de 1995 ; qu'en 2017, la progression de Mélenchon dans les sondages a été rapide et que peu de monde l'avait anticipée.

Derrière les jeux de personnes demeure pourtant, en filigrane, **le jeu des idées**. La droitisation portée par Nicolas Sarkozy ; l'acceptation, ou le refus, de l'alliance avec les communistes dans les années 1960-1970 ; l'entrée en scène des écologistes ; et jusqu'à l'essai transformé de Bayrou par Macron : tout cela a façonné, en profondeur, notre monde politique et ses codes — y compris lorsqu'il s'agit d'ouvrir un peu plus grand le battant droit de la **fenêtre d'Overton**.

Note : qu'un candidat actuel à la présidentielle puisse se permettre de répandre des propos négationnistes doit alerter. L'importance symbolique et politique de l'élection fait que ce type de geste n'est jamais anodin — en particulier dans le cadre d'un projet de recomposition de la droite, habilement analysé par **Laurent Joly** dans *La falsification de l'Histoire*.

Ouverture : dans un pays désormais réticent tant au coup d'État qu'à l'insurrection, où la culture syndicale et les formes traditionnelles d'opposition politique se perdent visiblement, où les contre-pouvoirs restent faibles et souvent dénigrés, l'élection présidentielle apparaît comme un passage difficilement contournable. En maîtriser les codes et les rapports de force devient alors, à défaut d'espérer le meilleur, le seul moyen d'éviter le pire — car en l'absence d'alternative institutionnelle solide, c'est sans doute, aujourd'hui encore, tout ce qui reste.